

Le journal pour
un usage différent
de l'argent
#2-2017

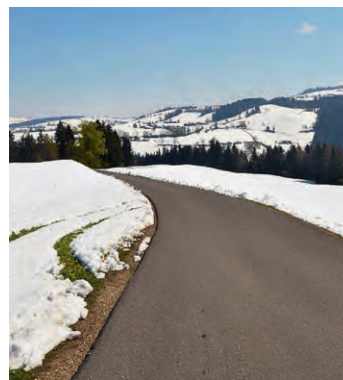
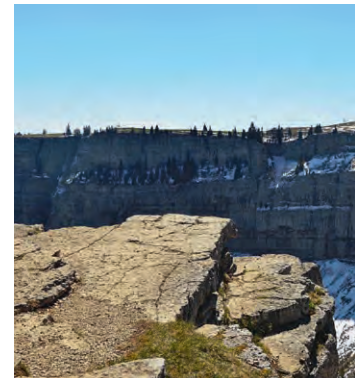
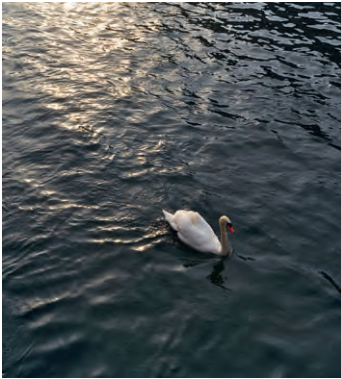
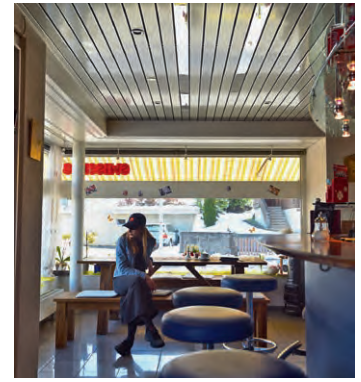


MOBILITÉ

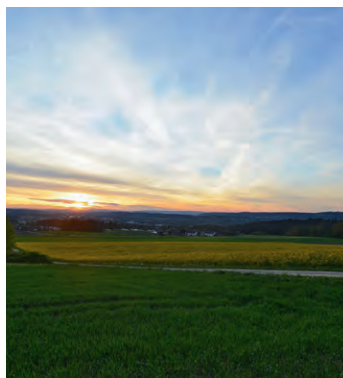
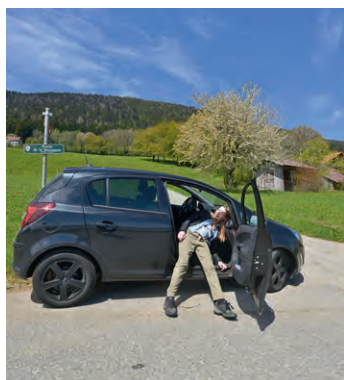
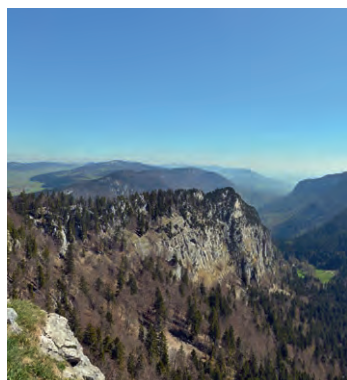
Transports de marchandises:
un vaste projet vise
à les déplacer sous terre. **6**

Voitures: il n'a pas toujours
paru normal qu'elles dominent
l'espace public. **9**

Bouger et apprendre:
les mobilités physique
et intellectuelle sont liées. **10**



La photographe Mirjam Wanner vit et travaille à Frauenfeld (www.mirjamwanner.ch). Pour moneta, elle a voyagé plusieurs jours en Suisse avec sa fille, en passant par Zurich, Lucerne, Berne et Neuchâtel, où se trouvait le but de son escapade: le cirque rocheux naturel du Creux-du-Van. Elle rêvait depuis longtemps de le voir de ses propres yeux et de marcher au-dessus des falaises hautes de 160 mètres.



DOSSIER: MOBILITÉ

- 6 Les marchandises roulent sous nos pieds
- 8 Zurich avec d'autres yeux
- 9 Passages cloutés et zébrés
- 10 Voyages virtuels
- 12 Penser avec le corps
- 13 De la beauté de demeurer
- 14 La nouvelle mobilité des objets

LES PAGES DE LA BAS

- 17 Ce qui rend la BAS différente
- 18 Trois questions à Dorothea Baur
- 19 Renouveau au conseil d'administration
- 19 Carte Maestro: protection améliorée contre les découverts
- 20 Discussions animées à l'assemblée générale, à Aarau
- 20 Comment utiliser le «Möschberg»?
- 21 Le nord-ouest de la Suisse au lieu de la Nouvelle-Zélande

LA PAGINA DELLA BAS

- 23 Cosa fa di diverso, la BAS?

EN PERSONNE

- 24 «Quelle Suisse voulons-nous?»

LA MOBILITÉ N'EST PAS QUE CIRCULATION



Nous sommes de plus en plus mobiles, paraît-il. Du point de vue du nombre de kilomètres parcourus, c'est exact. La distance moyenne parcourue chaque jour par les habitantes et habitants de la Suisse a augmenté d'environ 20 pour cent depuis les années 1990. Mais la mobilité n'est pas qu'une question de circulation. Elle conditionne l'intégration sociale, car seules les

personnes mobiles peuvent travailler, faire leurs courses, aller à l'école, pratiquer un sport ou participer aux activités sociales et culturelles. Sous cet angle, les moyens et infrastructures de transport ne sont pas tout : il est également question de mobilité physique et intellectuelle. Or, celle-ci s'étiole lorsque nous passons chaque jour des heures en voiture ou dans les transports publics. Penduler sur de longues distances laisse moins de temps pour le sport et les loisirs. Le manque d'exercice physique, plus précisément l'immobilité et les maladies qui en découlent, sont des phénomènes de société par excellence. Du coup – ô paradoxe –, nous sommes techniquement plus mobiles, mais aussi toujours plus sédentaires.

Le sujet que nous abordons dans ce numéro de moneta est donc la mobilité au sens large : nous nous intéressons à des questions de circulation ainsi qu'au lien entre mobilité physique et intellectuelle. Et nous nous demandons ce qu'il arrive lorsque nous évoluons dans des mondes virtuels.

Notre chroniqueur Jürg Odermatt prend congé de moneta après de nombreuses années de collaboration. J'aimerais le remercier chaleureusement.

Katharina Wehrli, rédactrice en cheffe

moneta Le journal pour un usage différent de l'argent #2-2017

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et est envoyé gratuitement aux client-e-s de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA **Direction de la rédaction** Katharina Wehrli (kw) **Rédaction** Bärbel Bohr (bb), Sarah Eggo (se), Muriel Raemy (mr), Dominique A. Zimmermann (dz) **Traduction** Sylvain Pichon **Annonces** Bruno Bisang **Graphisme, illustrations** Clerici Partner Design, Zurich **Photo de couverture** Mirjam Wanner **Impression** ROPRESS Genossenschaft, Zurich **Papier** 100 pour cent papier recyclé **Adresse** Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch **Abonnements** annuel Fr. 20.–, soutien Fr. 50.– **Tirage de cette édition** 7600 exemplaires **Encarts** Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Si vous déménagez et êtes client-e de la BAS, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

L'écologie au féminin



Pascale d'Erm consacre ses recherches à l'influence des femmes d'hier et d'aujourd'hui, connues ou moins connues, engagées dans la préservation du vivant et de l'écologie.

L'auteure et journaliste

a marché dans les pas d'Hildegarde de Bingen, George Sand, Rosa Luxembour, Rachel Carson ou encore, entre autres, Wangari Maathai. Ces femmes qui, en tout temps et tout lieu, ont été à l'origine d'avancées fondamentales en matière d'environnement. En quête de savoir et de compréhension de ce lien qui unit ces femmes à travers le monde, Pascale d'Erm nous fait redécouvrir ces économistes, scientifiques, artistes, philosophes, activistes politiques ou juristes, qui forment un groupe de sœurs en écologie : des femmes inspirées et porteuses de changements par rapport au système actuel. Des expériences de femmes dans, grâce et avec la nature. (mr)

Pascale d'Erm, *Sœurs en écologie, Des femmes, de la nature et du réenchantement du monde.* Editions La Mer Salée, mars 2017.

La nature au cœur des politiques



Plaidoyer pour un nouvel humanisme par la nature, avec la philosophe Cynthia Fleury : cette spécialiste de la démocratie à co-superviser, avec Anne-Caroline Prévot, cet ouvrage collectif qui interroge les expériences

que nous avons aujourd'hui de la nature. Celles-ci, ou leur absence, façonnent-elles nos manières de vivre et de penser, d'agir et de gouverner ? Existe-t-il une valeur ajoutée de l'expérience de la nature pour l'éthique et la politique ? Les auteures militent pour préserver un « souci de la nature » qui soit au cœur des institutions, des politiques publiques ainsi que de nos dynamiques de transmission et d'apprentissage. Elles proposent notamment que l'éducation passe par des approches corporelles, en valorisant des perceptions sensibles et sensorielles avec la nature. Voilà des pistes de réflexion pour de nouveaux futurs. (mr)

Cynthia Fleury, Anne-Caroline Prévot, *Le souci de la nature. Apprendre, inventer, gouverner.* CNRS Editions, avril 2017.



Ils osent

Trier ses déchets, optimiser l'éclairage et gérer la chaleur dans son magasin : répondre à ces critères permet d'obtenir le label J'OSE, pour « Jeunes Objectif Smart Energie ». Créé en mars par quinze jeunes gens de 14 à 25 ans, dans le cadre du programme Pandaction du WWF, J'OSE s'adresse au commerce de détail, aux restaurants ou même aux banques. En promouvant par exemple la mobilité douce auprès des employés, les sacs réutilisables ou la lutte contre le gaspillage alimentaire, ce label énergétique incite les commerçants à réduire leur empreinte écologique. Treize enseignes situées à Morges et douze à Fribourg ont pour l'instant signé le contrat de certification. J'OSE sensibilise en outre la population aux efforts fournis et l'encourage à fréquenter spécialement les enseignes participantes. (mr)

www.label-j-ose.com

La mobilité évolue peu, tout comme les habitudes

L'Office fédéral de la statistique (OFS) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE) ont réalisé conjointement un « microrecensement mobilité et transports » pour l'année 2015, dont les résultats ont été publiés le 16 mai dernier. Chaque résident suisse a passé en moyenne 90,4 minutes par jour et par personne dans les transports, parcourant ainsi 36,8 kilomètres, un chiffre stable sur les 5 dernières années. La mobilité évolue donc peu, les habitudes aussi : la voiture reste le moyen de transport préféré, avec 65 pour cent de la distance parcourue. Le rail gagne un peu de terrain, tout comme le vélo électrique. Les habitants des agglomérations parcourent des distances nettement plus courtes que ceux des autres régions. La palme des déplacements à pied revient à Genève et Saint-Gall, tandis que celle de l'utilisation des transports publics est emportée par Berne et Winterthur. (mr)

Rapport « Comportement de la population en matière de transports - Résultats du microrecensement mobilité et transports 2015 », n° de commande: 841-1500. Egalement en ligne sur le site de l'Office fédéral de la statistique: www.bfs.admin.ch



Photo: mad

L'habitat sans voiture: un avenir désirable

L'idée des quartiers d'habitation sans ou avec peu de voitures s'est diffusée dans les années 1990. La forme de l'habitat et le lieu de résidence influencent nos comportements de mobilité comme peu d'autres facteurs. Différents exemples de quartiers aménagés avec succès, en Suisse et dans des pays européens, sont regroupés et décrits sur la Plateforme habitat à mobilité durable, réalisée par l'Association transports et environnement (ATE). Les facteurs de chance et les entraves y sont abordés – tout comme les lois en vigueur et les différentes études menées sur les aspects sociaux, styles de vie et avantages en matière de santé – afin de sensibiliser et de favoriser l'essor de tels projets. (mr)

www.habitat-mobilitedurable.ch

Une machine à idées pour un tourisme durable

Le Générateur d'innovation est un projet visant à promouvoir le tourisme durable dans les Alpes suisses et le Jura. Durant la première phase, de mai à août 2017, on recherchera des idées novatrices et réalistes. Toute personne intéressée et résidant en Suisse est invitée à soumettre ses propositions. En trois étapes, un jury sélectionnera huit idées et contribuera à les mettre en œuvre.

Le Forum de campagnes a lancé ce projet passionnant en collaboration avec solerworks et CIPRA Suisse. Il est soutenu par Innoutour, instrument d'encouragement du Secrétariat d'Etat à l'économie. En outre, de hautes écoles spécialisées ainsi que des organisations touristiques et non gouvernementales font partie du jury. L'objectif est de susciter une vaste mobilisation, d'inviter les acteurs les plus divers à soumettre de nouvelles approches et idées. Les propositions retenues pourront bénéficier de conseils professionnels, ainsi que d'un appui financier et de la mise en relation avec des partenaires potentiels. (se)

Vous trouverez ici des informations détaillées sur le processus:
www.innovationsgenerator.ch/index.php/accueil.html



Photo: Mirjam Wanner

Les marchandises roulent sous nos pieds

On achète de plus en plus de choses en ligne, tout en fulminant contre les camions puants et les embouteillages. De nouveaux projets de mobilité, comme le Cargo Sous Terrain, promettent de rendre le transport de marchandises écologique et efficace.

Texte: Bärbel Bohr

En décembre dernier, l'entrepreneur étasunien Elon Musk s'est retrouvé coincé dans un embouteillage, ce qui l'a poussé à twitter qu'il voulait percer un tunnel sous Los Angeles pour alléger le trafic routier. L'écho dans les médias a été énorme. L'inventeur-entrepreneur bouillonne d'idées comme nul autre. Il construit des fusées réutilisables, des voitures électriques, des batteries et des panneaux solaires. Les premiers forages ont eu lieu sur le terrain de son entreprise, mais on a beau s'appeler Elon Musk, sans autorisation de la ville et de l'Etat fédéral de Californie, Los Angeles n'aura pas son tunnel de sitôt.

Voie libre pour le transport de marchandises

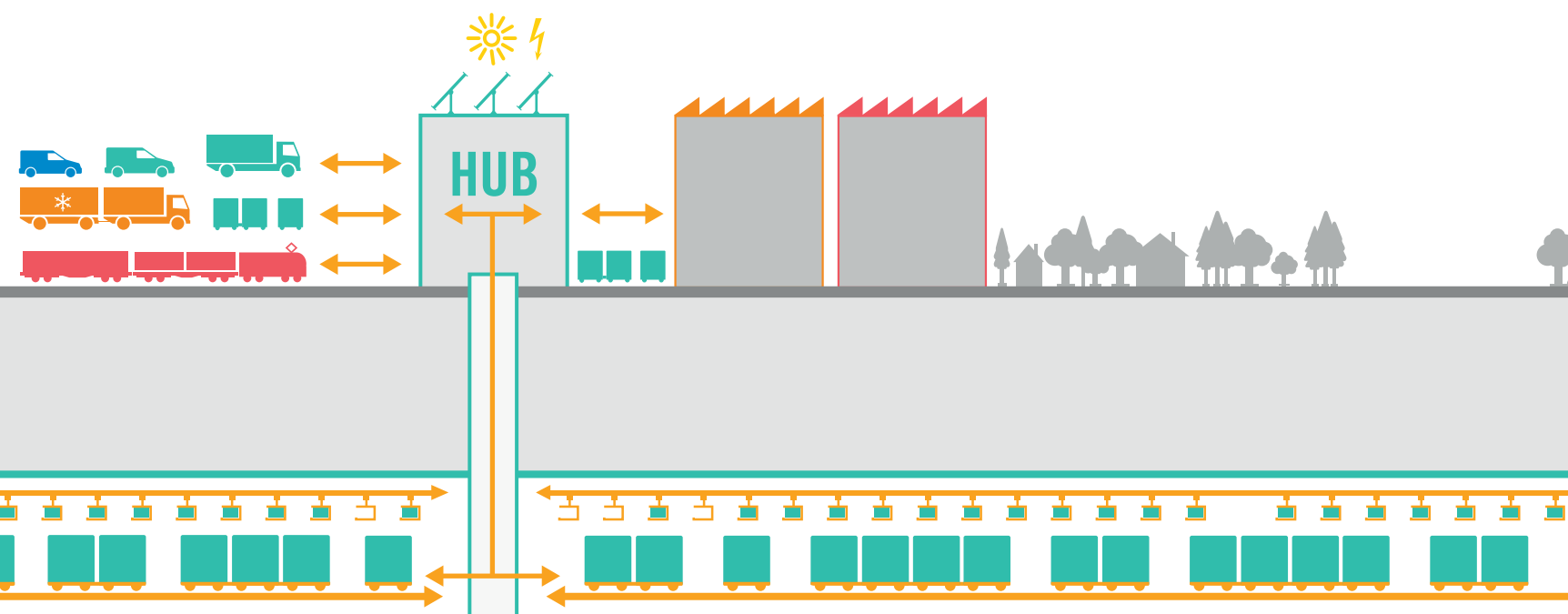
Sur ce point, l'entreprise suisse Cargo Sous Terrain (CST) a quelques longueurs d'avance. Le cœur de ce projet logistique est un système de tunnels permettant de transporter des marchandises sous terre. Ces tunnels relieront plusieurs sites importants de logistique et de pro-

duction dotés de stations de transbordement (plaques tournantes appelées «hubs»). La première phase de construction, qui devrait durer jusqu'en 2030, devrait raccorder Härkingen/Niederbipp et Zurich. D'ici à 2050, les galeries pourraient s'étendre de Genève à Saint-Gall, avec des embranchements vers Bâle, Lucerne et Thoune.

Une étude confirme la faisabilité du projet, salué aussi par le Conseil fédéral. Une expertise de la Confédération parvient à la conclusion que le réseau souterrain répondra en particulier aux futurs besoins du commerce de détail et de la logistique des colis. Le nouveau système permettrait de garantir les heures de livraison. Pour Daniel Wiener, responsable de la communication du projet, c'est là un avantage appréciable, une telle garantie étant présentement impossible à mettre en œuvre. Le fonctionnement automatisé, peu coûteux, et la circulation continue des biens sans attente ni embouteillage jouent également un grand rôle, d'après M. Wiener. Le projet pourrait s'intégrer à la stratégie de numérisation de la Confédération. En outre, il respecterait l'environnement, avec des véhicules électriques assurant les transports souterrains. Pour la livraison sur le «dernier kilomètre», c'est-à-dire du hub à la clientèle, on miserait sur des moyens de transport durables. En comparaison avec l'utilisation actuelle des infrastructures, cela permettrait des économies considérables en matière d'émissions de bruit et de CO₂ (cf. illustration) par rapport à maintenant.

Financement privé

L'idée reçoit un écho favorable du public. Le percement des tunnels mise sur l'ingénierie helvétique, qui a fait ses preuves. La gestion intelligente des informations et la durabilité écologique constituent la partie innovatrice du projet. Les investisseuses et investisseurs aussi pourraient le trouver intéressant à long terme. Toutefois, la Confédération n'est disposée à adopter la loi spécifique nécessaire que si CST assume l'investissement initial de 100 millions de francs pour la phase allant de la planification à l'autorisation de construire. L'économie privée doit

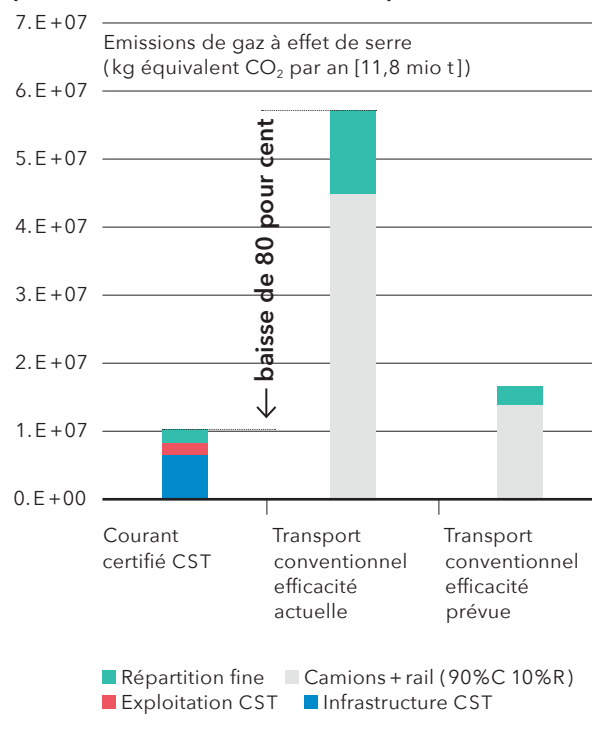


financer le projet, avec des coûts totaux de 3 milliards de francs pour le premier tronçon souterrain. CST est en discussion avec des investisseurs professionnels et institutionnels ainsi que des caisses de pensions pour obtenir le financement, que certains ont déjà accepté. M. Wiener n'exclut pas une entrée ultérieure en bourse, mais pas avant 2025. Il est clair que ce financement de la phase d'octroi du permis de construire ne viendra pas des actionnaires principaux actuels (entre autres: Coop, Migros, Swisscom, Rhenus, La Mobilière). Le projet doit reposer sur une large base, par un apport de capital supplémentaire.

L'alternative: des véhicules autonomes

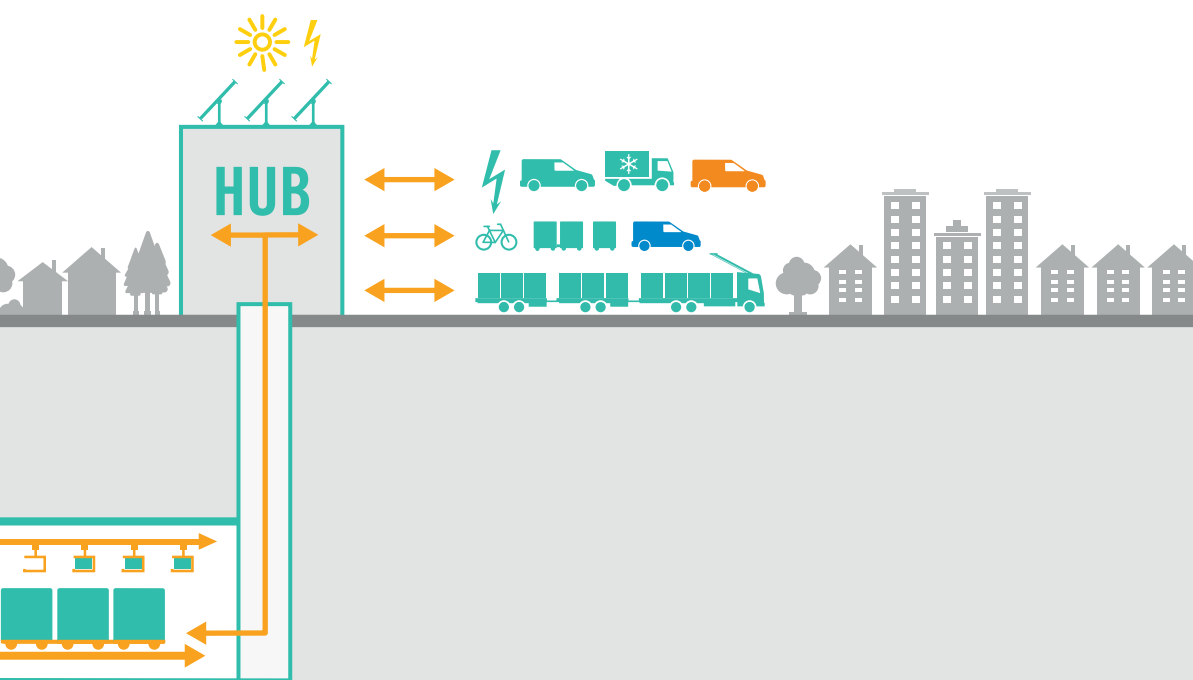
Mais l'idée suscite aussi une certaine méfiance, notamment de la part des cantons d'Argovie et de Soleure, qui craignent une croissance de la circulation autour des hubs. Thomas Sauter-Servaes, chercheur en mobilité à la Haute école zurichoise en sciences appliquées, n'est pas convaincu non plus. Bien que l'intention générale lui semble bonne, il estime que le projet «bétonnerait trop de nouvelles capacités». Il rappelle que le progrès technique bouleverse la mobilité telle que nous la connaissons aujourd'hui, remettant ainsi en question le modèle d'affaires de CST. D'après lui, il faut mieux utiliser les capacités routières existantes, miser sur les avancées technologiques des véhicules électriques et autonomes pour transporter personnes et marchandises. De quoi résoudre le problème de la pollution, selon M. Sauter-Servaes. Il s'attend en outre à ce que les nouvelles formes de mobilité (autopartage, co-navettage, répartition des cargaisons) produisent de grands effets: des taxis robotisés interconnectés emmèneraient les gens et les biens à la destination souhaitée. Des études menées à Munich, Stuttgart et Lisbonne montrent que cette évolution ne nécessitera qu'un dixième environ des véhicules actuellement en circulation. M. Sauter-Servaes pense que recourir à des véhicules autonomes pour transporter les marchandises, en particulier, peut améliorer l'efficacité.

Jusqu'à 80 pour cent de CO₂ en moins par tonne de marchandises transportées



Il y voit des progrès en matière de sécurité routière, l'utilisation de courant excédentaire lorsque la demande est faible, ainsi que la conduite en convoi avec un minimum de distance entre véhicules (convoi automatisé, aussi appelé *platooning* dans le jargon).

Les capacités routières actuelles seraient donc suffisantes. Pas besoin de nouveaux tunnels. Il subsiste un risque important: comment les gens acceptent-ils ce monde de transport interconnecté et piloté par des données, techniquement réalisable d'ici cinq à dix ans? Les investisseurs privés de Cargo Sous Terrain devront également en tenir compte lorsqu'ils prendront des décisions.



Comment des personnes aveugles ou malvoyantes peuvent-elles se déplacer seules en ville? Il est possible de le découvrir en visitant Zurich avec des guides aveugles et malvoyant-e-s.

Texte: Mirella Wepf

Zurich avec d'autres yeux

Dans leur vie quotidienne, bien peu de gens s'intéressent au nombre de poteaux qu'il y a sur un quai de gare ou un trottoir. Pourtant, il suffit de visiter la ville avec des aveugles et malvoyant-e-s pour que ces obstacles donnent des sueurs froides à chaque pas. On voudrait crier «attention!» tous les deux mètres à nos guides Rita Graf (53 ans) et Karin Heimberg (50 ans), mais on se retient. Et l'on s'étonne de constater à quelle vitesse toutes deux se déplacent au centre-ville, à l'aide de leur canne blanche. Elles savent même quand d'autres piétons traversent la route au rouge, en restant attentives aux boîtiers jaunes vibrants et aux signaux acoustiques près des feux.

Les défis des transports publics

«Je me sens sûre de moi uniquement dans les endroits que je connais bien», précise M^{me} Heimberg, dont la vision est d'à peine cinq pour cent en raison d'une mauvaise circulation sanguine dans les nerfs optiques. M^{me} Graf est complètement aveugle. Pourtant, toutes deux se déplacent seules dans les transports publics. L'appli horaire des CFF, qu'elles peuvent se faire dicter par leur smartphone, les aide beaucoup. Rita Graf: «Quand plusieurs lignes de tram ou de bus desservent le même arrêt, s'il n'y a pas d'annonce par haut-parleur, nous devons nous en remettre aux autres gens.»

M^{mes} Heimberg et Graf travaillent depuis 14 ans comme serveuses au Blinde Kuh, le premier restaurant plongé dans le noir au monde. Depuis peu, celui-ci propose aussi des visites guidées de la ville. L'objectif est de donner une idée du quotidien des personnes aveugles et malvoyantes. Quand M^{me} Graf raconte que des gens qui voulaient l'aider spontanément l'ont fait monter dans le mauvais train ou qu'elle s'est retrouvée par erreur dans un wagon de première classe – où elle a reçu une amende –, on imagine l'importance de garder un certain sens de l'humour.

Pendant l'excursion de deux heures environ, les guides emmènent leur petite troupe auprès de différents services d'aide aux mal-

voyant-e-s et aveugles. Par exemple l'organisation Sehhilfe zurichoise, centre de conseils et de prise en charge proche de l'arrêt de tram Stauffacher, ou encore l'institution St-Jakob, riche d'une longue tradition. Lors de sa fondation il y a 110 ans, c'était un atelier de vannerie pour hommes aveugles. Elle a diversifié ses activités et offre désormais un emploi à plus de 500 personnes souffrant de handicaps de toutes sortes.

Accompagnement par l'instructeur en locomotion

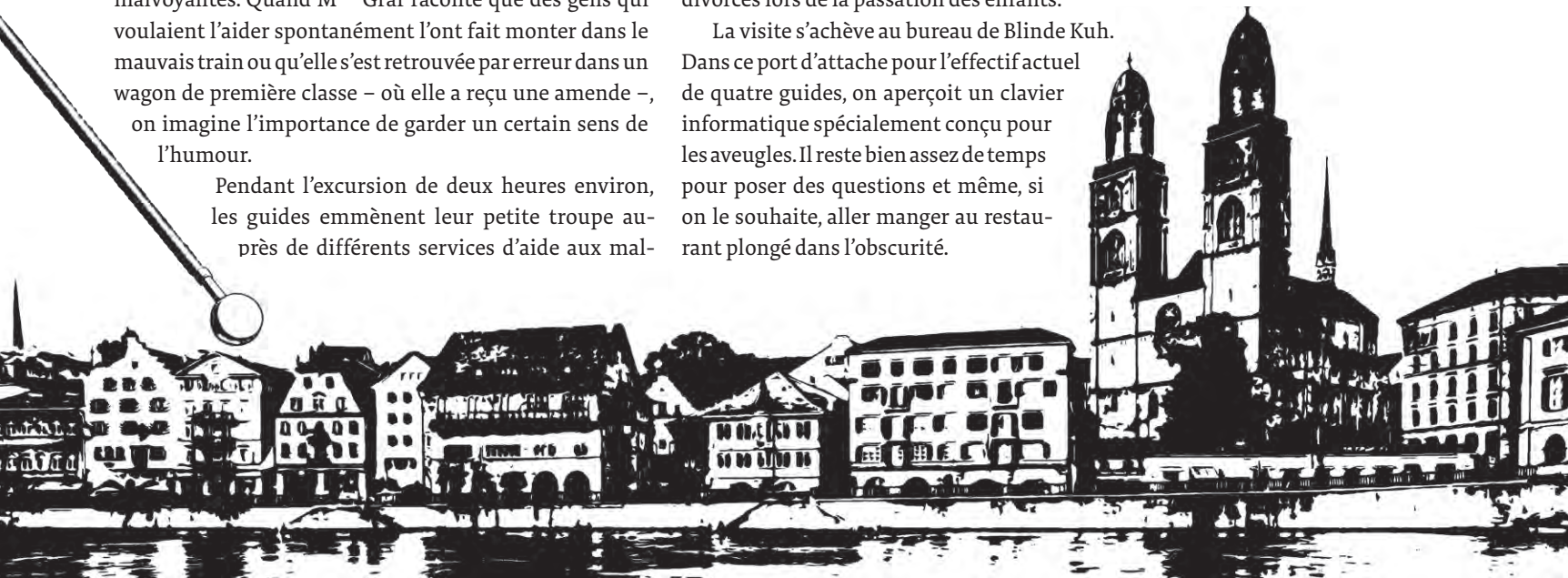
Un autre moment fort du parcours guidé est la visite de la Bahnhofhilfe à la gare centrale. Pendant le trajet, les deux femmes nous montrent comment les personnes avec une déficience visuelle s'orientent dans le centre commercial Shopville: d'une part au moyen des lignes blanches au sol (une invention suisse) qu'elles sondent avec leur canne, d'autre part grâce aux inscriptions en braille sur les balustrades. Comme le souligne M^{me} Heimberg, «il faut du temps avant de pouvoir se déplacer ici par ses propres moyens». Heureusement, les instructrices et instructeurs en mobilité sont là pour accompagner les premiers pas dans des lieux inconnus. L'Union suisse des aveugles (USA) et la Fédération suisse des aveugles et malvoyants (FSA) forment ces anges gardiens.

SOS Bahnhofhilfe («SOS aide en gare»), que financent des associations d'utilité publique et qui offre une assistance à la mobilité, se trouve à l'entresol, près des consignes. Le travail que réalise cette équipe de six femmes est incroyable. Elles aident des enfants et des personnes malvoyantes ou à mobilité réduite; proposent une place au calme à des mères; donnent des sandwiches aux sans-abris et – de plus en plus souvent et sur mandat des services sociaux – soutiennent les parents divorcés lors de la passation des enfants.

La visite s'achève au bureau de Blinde Kuh. Dans ce port d'attache pour l'effectif actuel de quatre guides, on aperçoit un clavier informatique spécialement conçu pour les aveugles. Il reste bien assez de temps pour poser des questions et même, si on le souhaite, aller manger au restaurant plongé dans l'obscurité.

Mirella Wepf, journaliste indépendante et rédactrice, réside à Zurich. Elle écrit sur la nature, la société, la science et la technique.

Inscription:
www.blindekuh.ch/city-walk-zurich.html
(site web en allemand et en anglais)



Passages cloutés

et
zébrés

Il nous paraît normal que les voitures dominent l'espace public et qu'elles limitent la liberté de mouvement des autres usagers et usagers de la circulation. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Un coup d'œil vers le passé montre que ce qui constitue notre réalité n'est qu'absurdité.

Texte: Marcel Hänggi

En Suisse, la circulation routière a tué 253 personnes en 2015. Cela passe pour un succès, car il y avait sept fois plus de morts en 1970. Toutefois, plutôt qu'avec 1970, faisons une comparaison avec 1896. Cette année-là a eu lieu en Angleterre, pour la première fois au monde, le procès d'un automobiliste qui avait causé la mort d'une personne. «Cela ne doit plus jamais se produire», a clamé le juge à la fin de l'audience. Il a bien dit «plus jamais», et pas «au maximum 250 fois par an». La même année, le Royaume-Uni abrogeait une loi qui limitait la vitesse à quatre kilomètres-heure dans les localités. Le but de cette loi était de mettre la circulation à l'abri des véhicules à moteur. Par «circulation», on entendait les piétonnes et piétons. Aujourd'hui, on appelle «sans circulation» les centres villes sans voitures, alors que souvent, ces zones sont justement très vivantes.

Les routes – et avec elles une grande partie de l'espace public – sont là pour la circulation, et «circulation» désigne ici ce qui a des roues. Normal. Sauf que si l'on refuse pour une fois de considérer comme «normal» le fait que l'espace public soit submergé de boîtes métalliques (en mouvement ou stationnées) ou l'obligation faite aux enfants de cesser de se comporter en enfants dans l'espace public, alors on s'étonne que cette normalité ne surprenne presque personne.

L'histoire de la voiture est généralement vue comme le succès d'un engin si utile que tout le monde aimerait en posséder un. Cela n'est pourtant pas allé de soi. Au début du XX^e siècle, voitures et automobilistes subissaient fréquemment des agressions. Des paysans déversaient du purin dans les tacots, encore ouverts comme des calèches. Des planches à clous arrêtaient net ces véhicules bruyants qui soulevaient tant de poussière. En 1908, le village de Mumpf a voulu se protéger derrière une barrière et les Grisons ont interdit les voitures jusqu'en 1925.

Les passages piétons, mesure disciplinaire

«Avant de pouvoir transformer physiquement les rues pour les rendre utilisables par les véhicules, il a fallu les reconstruire socialement comme une chaussée», écrit l'historien Peter Norton, qui a mené des recherches sur l'histoire de l'éducation routière aux Etats-Unis. Dans les années 1920, des associations routières l'organisaient ou la parrainaient, y compris en Suisse. Il fallait donc que,

dans la conscience du public, la responsabilité de la très forte progression du nombre d'accidents incombe non plus aux automobilistes, mais au mauvais comportement des piétonnes et piétons. Les passages zébrés semblent aujourd'hui leur être favorables, sauf qu'à leurs débuts (dès 1920 environ), ces corridors ne signifiaient pas «les piétons ont la priorité», mais «partout ailleurs, les piétons n'ont aucune priorité». Pendant un temps, la piétaille a refusé de se plier aux mesures disciplinaires et les tribunaux étaient bienveillants à son égard, du moins jusque dans les années 1930. Seulement, les gouvernements avaient déjà commencé à promouvoir activement l'automobilisation de la société et de l'espace, quelle qu'ait pu être l'orientation idéologique de l'Etat. On note toutefois un engouement plus marqué là où régnaient le fascisme et le national-socialisme.

N'est-il pas stupéfiant que la voiture promette la mobilité, mais immobilise ses passagères et passagers avec des ceintures de sécurité? Elle promet la liberté, alors que la circulation routière est ce qu'il y a de plus réglementé. Elle promet un déplacement individuel, mais nulle part ailleurs que dans les bouchons, on avance à ce point au même rythme. Les routes devraient relier des gens, mais les petits enfants ne peuvent pas les traverser seuls. Or, cela n'est stupéfiant que si l'on refuse de considérer cette norme comme «normale». Achevons là cet exercice mental et revenons à la réalité: 250 personnes tuées (et 20 000 blessées) chaque année sur les routes suisses sont le tribut que nous payons à la mobilité, et c'est un succès, puisque c'était bien pire il y a un demi-siècle.

Annonce

Celui qui gère avec succès la question de la **valeur locative** pendant des années, gagne ainsi des électeurs, des membres et de l'influence. Existe-t-il une alternative à cette propagande populiste?
Bien sûr: www.Wohnsteuer.ch

L'initiative parlementaire 17.400 veut supprimer la valeur locative. Cela défavorisera les locataires !

Marcel Hänggi vit à Zurich, où il est journaliste et écrivain. Il traite principalement des aspects sociaux en matière d'environnement et de science.

Voyages

virtuels

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des lunettes permettent d'accéder à des mondes virtuels. Les séjours prolongés dans cette réalité parallèle nous marquent, car ils influencent notre perception du monde véritable.

Texte: Niels Boeing

Les rues de Pompéi sont pavées à neuf, mais vides. Pas âme qui vive entre les maisons claires couvertes de tuiles: on ne voit que le Vésuve, sous un ciel bleu, au bout de la ruelle. Je tourne à droite et m'engage un peu maladroitement dans une entrée, jette un bref regard dans les pièces et reviens d'un pas tout aussi mal assuré sur la rue, qui vibre étrangement. Une sourde rumeur emplit l'air, mais le Vésuve n'explose pas, car il n'est pas réel.

Voilà bientôt dix ans que l'on peut marcher gauchement dans un Pompéi virtuel, à l'institut Max Planck de Tübingen, en Allemagne, dans le cadre d'un projet mené conjointement avec l'EPF de Zurich. Le «Cyberwalk», long tapis roulant de onze tonnes, est censé donner l'impression de visiter la célèbre ville romaine pour de vrai. Depuis lors, la technique de la réalité virtuelle (RV) a fait de sacrés progrès.

Les mondes virtuels à l'aube d'un nouvel essor

Grâce à une nouvelle génération de lunettes de données à prix abordable – en particulier les modèles Oculus Rift, HTC Vive ou Microsoft HoloLens –, la réalité virtuelle est en passe de sortir des laboratoires. Les capteurs, processeurs et affi-



chages graphiques ont atteint un tel niveau de qualité qu'il n'y a plus besoin de moyens auxiliaires comme le Cyberwalk pour avoir l'impression de se déplacer et de se trouver réellement dans des espaces pourtant virtuels. Dans une gigantesque halle baptisée The Void et installée dans l'Utah, aux Etats-Unis, on peut déjà expérimenter avec tous ses sens un jeu d'action où il est possible de faire sauter des murs, de s'élancer à travers des couloirs. L'essor des mondes virtuels est pour demain.

Mais que deviendront les humains? Pourront-ils passer d'une réalité à l'autre comme si de rien n'était?

«Des expériences nous montrent, maintenant déjà, que les gens ont besoin d'un «recalibrage», répond Marc Latoschik, chercheur en RV à l'Université de Wurzburg, en Allemagne. La présence, c'est-à-dire le sentiment d'être vraiment là dans une réalité virtuelle, est si forte que les cobayes s'y habituent vite. La technique actuellement utilisée pour les espaces virtuels joue des tours à la perception humaine. L'un des phénomènes les plus connus est la compression de la distance: les objets paraissent plus proches dans la RV qu'ils le sont réellement. Une table éloignée de dix mètres dans le modèle de base n'aura l'air d'être qu'à six ou sept mètres. Cela change aussi la sensation de sa propre vitesse et, par conséquent, du temps.

Etourdissements et perception malléable

Plus encore: une personne qui reste plusieurs heures dans un espace virtuel emporte ses impressions de l'autre côté, dans la «vraie vie». Frank Steinicke, chercheur en RV à Hambourg, en a fait l'expérience: en 2014, sous le contrôle de son collègue Gerd Bruder, il a passé 24 heures dans un bureau virtuel avec canapé et table de travail, ne s'interrompant que pour se rendre brièvement aux toilettes. Comme le révèle le rapport de laboratoire des deux chercheurs, pendant l'expérience, M. Steinicke n'a pas cessé de mélanger des événements et objets des deux mondes, et il a toujours souffert du mal de mer.

«Supprimer le vertige dû aux mouvements demeure l'un des plus grands défis pour les expériences de longue durée dans la réalité virtuelle», confirme Betty Mohler,

de l'institut Max Planck à Tübingen. Les jeunes – encore en croissance – et les personnes d'un âge plus avancé semblent réagir davantage aux légers retards entre leurs propres mouvements et le déplacement effectif de l'image dans les lunettes de données. Ce décalage, appelé latence, se réduit à quelques millisecondes dans les nouveaux modèles. M^{me} Mohler le souligne: tant qu'un écart sera perceptible entre nos sensations corporelles et les images virtuelles, la RV provoquera une certaine confusion, avec réécalonnage et étourdissements.

La malléabilité de la perception va plus loin. Mel Slater, de l'Event Lab de l'Université de Barcelone, a constaté que des personnes continuaient de ressentir le bras de leur avatar – la représentation de leur corps dans la RV – comme si c'était le leur, alors qu'il était trois fois plus long que dans la réalité. Dans d'autres recherches, on a donné à des individus un avatar de sexe différent ou d'une couleur de peau différente. Des entretiens menés après les expériences ont établi que cela avait rendu les sujets plus sensibles à la perception d'autrui.

Guérir par la réalité virtuelle

Marc Latoschik s'intéresse beaucoup au potentiel positif d'une perception ainsi modifiée. Avec d'autres chercheuses et chercheurs de l'hôpital universitaire de la Charité de Berlin, il travaille à un projet pour la patientèle des soins intensifs. Ce service hospitalier peut causer tant de stress aux personnes qui viennent d'y être admises qu'on les voit parfois tomber sans un état proche du coma, une sorte de délire. Il en résulte des complications et une nette augmentation de la mortalité. «Avec la réalité virtuelle, nous cherchons à détacher les gens du stress inhérent aux soins intensifs», précise M. Latoschik. Le recours à la RV aide déjà les gens qui ont subi un accident vasculaire cérébral et doivent se réentraîner à la marche. Ces lunettes leur permettent de se promener en forêt, plutôt que d'effectuer de monotones allers et retours dans les couloirs de l'hôpital.

S'il est possible de se perdre dans les mondes virtuels, «nous pouvons aussi les utiliser pour créer toutes sortes d'espaces de bien-être», tempère M. Latoschik.

Niels Boeing est journaliste spécialisé en science et en technique, à Hambourg. Le monde en ligne de Second Life ne l'intéresse pas vraiment, mais il trouve fascinantes les possibilités qu'ouvre la réalité virtuelle.



Annonce



Donner au monde l'énergie d'être durable

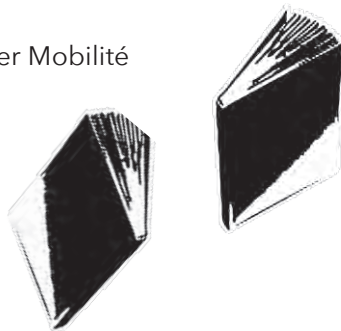
LE SOLAIRE CLÉ EN MAIN

PROFITEZ DE: - 25% Subvention fédérale
- 25% Défisicalisation

Devis gratuit sur
www.solstis.ch


solstis

20 ANS
D'EXPERIENCE EN
PHOTOVOLTAÏQUE



Dans notre culture, penser, apprendre et rester immobile semblent indissociables. Au point de nous faire oublier que l'activité physique agit favorablement sur la mobilité intellectuelle.

Texte: Dominique Zimmermann

Penser avec **le corps**



Beaucoup d'idées philosophiques venaient à Friedrich Nietzsche pendant qu'il randonnait. Ainsi a-t-il écrit, dans «Humain, trop humain»: «Celui qui veut seulement dans une certaine mesure arriver à la liberté de la raison n'a pas le droit pendant longtemps de se sentir sur terre autrement qu'en voyageur – et non pas même pour un voyage vers un but final: car il n'y en a point.» Aujourd'hui, cette devise s'est presque inversée: si l'on peut voler d'un point A à un point B en demeurant quasiment immobile sur un siège, seule la destination importe.

Rester en place ne convient pas à l'apprentissage de matières intellectuelles. Pour s'en convaincre, il suffit de voir à quelle vitesse on oublie les acquis. De nombreuses recherches ont montré que c'est en se mouvant que l'on s'instruit le mieux, mais la plupart des écoles d'Etat continuent d'imposer des cours magistraux auxquels on assiste sur une chaise et devant un pupitre. Il est pourtant évident qu'apprendre en bougeant est la meilleure prévention contre le manque croissant d'exercice physique, les difficultés de concentration et l'excédent de poids chez des enfants. Plutôt que de gaver ces derniers de Ritaline et de les adapter ainsi à la structure, une solution plus saine consisterait à modifier une offre inadaptée. Des concepts pédagogiques déjà anciens intègrent naturellement le mouvement au quotidien scolaire, ne serait-ce que dans les préceptes de Rudolf Steiner ou Maria Montessori. Avec «L'école bouge», l'Office fédéral du sport avait élaboré un programme d'activité physique, mais des mesures d'économie l'ont jeté aux oubliettes début 2017.

Penser et parler n'ont rien de statique

Comment expliquer que cette conception de l'apprentissage en position assise règne en maîtresse depuis si longtemps? On peut trouver matière à réponse dans la traditionnelle séparation entre le corps et l'esprit, qui

s'est imposée à travers les siècles, et dans la belle déclaration de Joseph Beuys: «De toute façon, je pense avec mon genou.» Notre corps fait toujours partie de nos moyens d'expression. Il apparaît cependant dans certaines traditions philosophiques comme un appendice superflu, dont les vils besoins nuiraient à une occupation mentale sérieuse. Le célèbre penseur de Rodin, en soutenant sa lourde tête avec sa main, n'exprime-t-il pas l'idée que penser est une affaire statique, sérieuse, cambrée et masculine? Autant de notions remises en question par la philosophe Judith Butler dans le livre «Cluster», consacré à la pièce chorégraphique de Sasha Waltz: «Alors nous parlons, mais assis. Nous nous plaçons ainsi à un certain degré de tranquillité, nous restons immobiles pour parler. (...) Quand nous parlons, nous subordonnons le mouvement à la parole, parce que nous partons du principe (...) que les significations à transmettre le seront par des mots. (...) Dans ce cas, parler serait le mouvement d'un corps faisant comme si la parole n'était pas un mouvement.»

En fin de compte, c'est un mouvement de réflexion qui forme la parole. Le voilà, le paradoxe: dans l'agitation d'une activité quotidienne par trop mobile, il nous manque le calme que peut procurer une promenade ou une contemplation méditative. Cette constatation agaçante surgit à l'improviste, mais seulement quand nous disposons du loisir nécessaire. Ce qui nous peut nous décrocher – parce que nous ne l'avions jusqu'alors jamais remarqué – sera un bruit, un visage étranger, un oiseau rare: tout qui nous rappellera qu'au fond, nous non plus ne connaissons pas tous les recoins de notre être intérieur. Vue sous cet angle, la mobilité intellectuelle est la recherche créative du sens et de la verbalisation, le démêlage de pelotes d'idée diffuses. L'écrivain Robert Musil a écrit, dans sa nouvelle «Le merle», cette phrase mémorable: «Si j'en connaissais le sens, (...) je n'aurais sans doute pas besoin d'en raconter l'histoire.» Nous dirions même plus: si je savais où je vais, je n'aurais pas besoin de partir.

Autres informations et publications:
www.ecolebouge.ch
www.lerneninbewegung.ch
 (en allemand)

Résultats de recherche les plus récents sur le sujet (en allemand, langue de l'auteur):
www.spektrum.de/alias/lernforschung/lernen-mit-bewegung-geht-s-leichter/1173553

De la beauté de demeurer

Notre société accorde une grande importance à la mobilité, mais pourquoi? L'immobilité ne vaut-elle pas mieux?

Texte: Christoph Quarch

Nous sommes sans cesse en mouvement, nous voyageons ici et là. Quelle durée de notre vie passons-nous en voiture? Combien d'heures sur un siège de train ou d'avion? Et quand nous ne sommes pas physiquement en mouvement, nous surfons sur l'internet et nous déplaçons dans des mondes virtuels. Pourquoi avons-nous tant de mal à rester en place? D'où vient cette incapacité à demeurer près de quelque chose... ou de quelqu'un? Qu'est-ce qui explique cette fébrilité?

Un poème de Bertolt Brecht donne des fragments de réponse. Il s'intitule «Le changement de roue» et finit par ces lignes: «Je ne me sens pas bien là d'où je viens. / Je ne me sens pas bien là où je vais. / Pourquoi est-ce que j'observe le changement de roue / Avec impatience?» L'impatience, comme le suggère le poète, est à la base de l'agitation qui caractérise *homo modernicus*. Or, l'impatience est un fruit amer de l'insatisfaction. Si l'on ne se sent pas bien là d'où on vient ni là où on va, on ne peut pas non plus se sentir bien dans l'ici et maintenant. Tout simplement parce que ce lancinant état de mécontentement ne nous quittera pas, même en voyage. Il nous retombera dessus, lors d'un changement de roue ou dans les bouchons. La véritable raison de notre mobilité est donc notre insatisfaction. Et pour ne pas la ressentir, nous tournons de plus en plus vite sur nous-mêmes, jusqu'à rendre le moyeu incandescent.

Pousser en hauteur

D'où vient cette insatisfaction? Qu'est-ce qui l'attise? Tout simplement notre soif de nouveauté, notre esprit de consommation. Pour nous sentir vivre, nous avons besoin du sentiment superficiellement agréable d'avoir atteint un objectif. Puis un autre. Nous passons ainsi continuellement d'une promesse de bonheur à la suivante, au point d'y sacrifier notre temps et notre énergie.

A quoi ressemblerait l'immobilité? Cesser de fuir devant ce mécontentement bien déguisé? Nous pourrions nous familiariser avec ce qui est là; apprendre à le connaître et l'explorer. Nous pourrions pousser en hauteur, nous enraciner, exister, plutôt que de nous épuiser dans l'horizontalité. Nous pourrions explorer les profondeurs et y découvrir les trésors que la vie a enterrés à notre

intention. Nous pourrions aussi regarder vers le ciel et renouer nos attaches avec cette dimension, la seule d'où afflue le sens de la vie. Nous pourrions établir une véritable relation avec les gens et les choses; prendre la mesure de leur valeur, mais pas en fonction de nos besoins.

S'enraciner, c'est être fidèle

Tout dans la vie est changement, aucun doute à ce sujet. Mais là où elle croît et mûrit, là où elle guérit et s'éveille aussi, un point d'ancrage est nécessaire. Il faut s'attacher à la terre et s'y enraciner. Ce qui est littéralement vrai pour le règne végétal l'est tout autant – métaphoriquement – pour les animaux ou les humains. Les oiseaux se construisent un nid, les rongeurs ont leur terrier, les ours cherchent une caverne. Et l'âme humaine a besoin d'un lieu qu'elle appelle *foyer*, un lieu où s'ancrer et s'enraciner; un lieu où elle se sent reliée au tout; un lieu de fidélité.

La fidélité est la vertu du séjour. Elle n'a pas vraiment la cote dans notre monde rapide et mobile. Qui reste fidèle demeure près des choses et près des gens, même sans en tirer un quelconque profit, car la fidélité ne désire pas: elle aime. Elle ne craint pas de s'attacher et de s'engager. Elle puise sa force dans le grand réseau de la vie et persiste aussi dans l'obscurité et la douleur. Pour cette raison, justement, elle fait grandir les gens. Point de grandeur d'âme sans fidélité: ce n'est qu'en demeurant que l'on sera à même déployer ses dons.



Christophe Quarch est philosophe indépendant et auteur. Il conseille des entreprises, donne des conférences dans toute l'Europe et organise des voyages philosophiques.

Annonce

Un bailleur fournit 20% de son revenu locatif aux impôts. Cet argent provient ...

- a) ...du propriétaire immobilier?
- b) ...du propriétaire foncier?
- c) ...des locataires?

Plus sur www.Wohnsteuer.ch

L'initiative parlementaire 17.400 veut supprimer la valeur locative. Cela défavorisera les locataires !

La nouvelle

mobilité des objets



L'internet modifie très rapidement nos habitudes d'achat et, avec elles, le trajet que parcourent les marchandises. Un changement qui influence la logistique ainsi que les formes de travail du commerce de détail.

Dans le meilleur des cas, cela ouvre la porte à des modèles économiques innovants, sociaux et écologiques.

Texte: Pieter Poldervaart

Beaucoup de gens n'aiment pas Amazon, mais presque personne ne peut éviter de passer commande au moins une fois chez le géant en ligne. Le fait est que ce marchand crée des emplois. En 2017, Amazon Allemagne – également responsable du marché suisse alémanique – s'est lancé dans la vente d'aliments et prévoit de porter le nombre de postes à 18 000. Les conditions de travail sont toutefois sous le feu de la critique: le syndicat allemand Ver.di organise actuellement des grèves pour que les conventions collectives en vigueur dans le commerce de détail et de vente par correspondance s'appliquent aussi à Amazon. La filiale française, qui fournit quant à elle la Suisse romande, a essuyé des reproches similaires.

Revalorisation ou dumping salarial?

Dans notre pays, les rapports sont moins tendus, ou peut-être que les conflits n'ont pas encore éclaté au grand jour. De quoi motiver le syndicat Unia à mettre un sondage en ligne, dont les résultats seront publiés cet automne. Les questions portent sur les salaires et horaires aussi bien que sur les demandes d'améliorations. «Le résultat aura son importance, puisqu'aujourd'hui déjà, près de huit pour cent du chiffre d'affaires de commerce de détail se font en ligne. Il y aura de moins en moins de caissières et de vendeurs, et toujours plus de postes dans la logistique», explique Natalie Imboden, responsable de la branche commerce de détail chez Unia. A l'échelle internationale, on estime que cette évolution mènera à une revalorisation dans le commerce puisque, dans les magasins gardant pignon sur rue, la clientèle se montre plus

exigeante en matière de qualité et de conseil. « Par ailleurs, les salaires sont sous pression dans le commerce en ligne et la logistique, vu qu'il n'existe aucune réglementation des conditions de travail », ajoute M^{me} Imboden. Coop jouerait ici un rôle exemplaire en Suisse, car le personnel du supermarché en ligne « coop@home » bénéficie des mêmes salaires, horaires et prestations sociales que les employées et employés travaillant en magasin.

Solutions collectives encore balbutiantes

En 2016, la population suisse a acheté des marchandises par correspondance – y compris à des fournisseurs établis à l'étranger – pour une valeur totale de huit milliards de francs (8,3 pour cent de plus que l'année précédente). Il ne suffit pas d'acquérir un livre passionnant ou un mixeur moderne: encore faut-il se le faire livrer. Le commerce en ligne n'est donc pas seulement synonyme de dumping social, mais encore de déferlement des véhicules de livraison sur les routes. Les voitures jaunes de la Poste se mêlent désormais aux véhicules d'une multitude de transporteurs. Cela dit, UPS expérimente de nouvelles formes de distribution fine: un camion livre les paquets destinés à un quartier dans un conteneur, qui sert toute la journée de microdépôt mobile. Deux coursières ou coursiers à vélo cargo électrique s'occupent des livraisons à la clientèle, sans bruit ni pollution.

Une autre méthode permettant d'améliorer l'efficacité des livraisons, déjà courante en Allemagne, est le principe du transporteur régional. Des mandataires indépendant-e-s assurent les livraisons simultanément pour plusieurs fournisseurs, parfois concurrents, ce qui diminue les mouvements de trafic et les coûts. « En Suisse aussi, il existe des modèles similaires, surtout dans des régions de montagne. Des livreuses et livreurs indépendant-e-s collaborent afin d'éviter que trois voitures se rendent successivement dans le même village », relève Stéphane Dingerkus, enseignant à la ZHAW School of Management and Law de Winterthur. Cependant, quelques-uns de ses propres projets de recherche ont montré que sur le plateau et dans les agglomérations, ces solutions collectives ne suscitent encore que peu d'intérêt. Cela s'explique par le fait qu'en Suisse, les distances à parcourir et – pour le moment, du moins – la pression sur les prix sont nettement moindres que dans les pays voisins.

Disques et mangues équitables

Si le commerce en ligne accable un peu partout les magasins traditionnels et favorise la monoculture de chaînes vestimentaires mondiales dans les centres-ville, il peut aussi donner une chance aux petits spécialistes. Tel est le cas pour Veit Stauffer, à la tête de l'un des derniers magasins de disques de Suisse, dans le 4^e arrondissement de Zurich. La vente par correspondance représente entre un quart et un tiers de son chiffre d'affaires. Son ancien site web faisait pâle figure, comparé à ceux des pros de la Toile, mais il a lancé une nouvelle boutique en ligne début mai. Un financement participatif, organisé en automne 2016 par des amis de M. Stauffer, a permis de réunir les 20 000 francs nécessaires à l'investissement.

« Avec cette modernisation, j'espère pouvoir fidéliser la clientèle à long terme », glisse ce franc-tireur de la niche musicale.

Un autre exemple illustre la possibilité de faire des affaires en ligne tout en offrant une valeur ajoutée sociale et écologique: Gebana SA a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 6,4 millions de francs en vendant des aliments équitables et, pour la plupart, biologiques. Hormis une boutique mobile à Berne et une présence dans les rayons de quelques magasins, la vente de l'assortiment alimentaire passe par la Poste. « Après nous être contentés d'envoyer seulement notre catalogue imprimé, nous avons lancé notre boutique en ligne en 2005. Aujourd'hui, près de 60 pour cent des commandes passent par notre site », précise Sandra Dütschler, directrice du marketing. Le web est un important canal de vente, mais il sert également à communiquer avec la clientèle: « Dans la vente par correspondance, on ne rencontre pas la clientèle. Nous cherchons à y remédier, du moins en partie, avec les médias sociaux et avec notre plateforme d'accès au marché, laquelle propose des commandes participatives. » Une autre force du web est la possibilité de diffuser des informations, reportages et galeries de photos sur les productrices et producteurs, qui vivent le plus souvent dans des pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud. En plus d'un assortiment standard d'aliments secs, Gebana propose des produits frais de saison comme des pamplemousses de Corse, des mangues du Burkina Faso ou des oranges de Grèce: les clientes et clients passent commande avant la récolte, Gebana groupe les achats à l'échéance du délai, puis les cultivatrices et cultivateurs emballent les fruits fraîchement récoltés dans des cartons palettisables, utilisés en Suisse directement pour l'expédition. Comme le rappelle M^{me} Dütschler, « en renonçant aux intermédiaires, nous assurons aux paysannes et paysans des prix équitables, qui demeurent aussi attractifs pour la clientèle ». Dans le cas des oranges, par exemple, les cultivatrices et cultivateurs ont pu vendre leur marchandise bio avec un supplément, pour la première fois depuis quinze ans, grâce à la commande en ligne et à l'envoi par colis postal.

Pieter Poldervaart travaille comme journaliste libre au bureau de presse Kohlenberg, à Bâle. Il s'est spécialisé sur les sujets liés à l'environnement et à la consommation.

Annonce



Mère et Terre
Cité 20
1373 Chavornay

www.mere-et-terre.ch

boutique
éco-responsable
autour de la
parentalité

PLACE DU MARCHÉ



La place du marché est un lieu de rencontre entre des personnes ayant de bonnes idées qui cherchent des moyens pour réaliser leur projet, et d'autres qui souhaitent soutenir des projets porteurs de sens.

Le principe

La réglementation bancaire devient de plus en plus stricte. Les lois sont certes nécessaires, mais elles ont aussi des conséquences négatives: des projets qui n'entrent pas dans le cadre voulu obtiennent de moins en moins facilement des crédits bancaires. La BAS cherche des solutions pour permettre à des projets porteurs de sens d'accéder à des financements, par exemple à travers la place du marché qui a pour but de mettre en relation l'argent et les projets qui en cherchent.

Comment cela fonctionne

Un projet est publié à condition que son but corresponde à un secteur d'encouragement de la BAS. **La BAS n'examine PAS l'entreprise et son entremise ne constitue PAS une recommandation d'investissement.**

Il revient aux bailleuses et bailleurs de fonds de s'informer directement auprès des proposantes et proposant quant au prix d'émission, à l'agio, à la durée, au taux d'intérêt, etc.

Votre projet sur la place du marché. Vous souhaitez présenter votre projet sur la place du marché? Contactez-nous: www.bas.ch/moneta ou par téléphone au 062 206 16 16



HabitatDurable
SUISSE

Association des
propriétaires pour
l'habitat durable

L'alternative écologique et sociale aux chambres immobilières

**Adhérez
maintenant!**

www.habitatdurable.ch
031 311 50 55

Crowdfunding à la
RON ORP ★

ASSEZ PARLÉ!



Finance ton projet sur 100-Days.net

LES PAGES DE LA BAS

CE QUI REND LA BAS DIFFÉRENTE

La BAS veut contribuer à un monde meilleur. Elle a donc besoin de critères clairs quant aux projets et entreprises dignes de soutien ou non. Dans la version mise à jour de ses « principes de la politique de placement et de crédit », la BAS définit des secteurs d'encouragement ainsi que des critères d'exclusion servant de base à toute son activité commerciale.

Texte: Sarah Eggo

En 2016, le conseil d'administration de la Banque Alternative Suisse a revu les « principes de la politique de placement et de crédit » datant de 2009 et les a totalement remaniés en collaboration avec la direction. Ces nouvelles directives, les statuts, les lignes directrices ainsi que le règlement d'affaires et d'organisation constituent la base de toute l'activité commerciale de la BAS.

Les principes de la politique de placement et de crédit déterminent les fondements et normes éthiques visant à orienter l'activité de la BAS. La Banque fait ainsi référence à ses propres objectifs et valeurs, formulés dans ses lignes directrices, de même qu'aux normes applicables à l'échelle internationale, par exemple la Convention européenne des Droits de l'homme ou les Objectifs du développement durable de l'ONU. Sur cette base, la BAS énonce huit préceptes d'action, définissant aussi bien des secteurs d'encouragement que des critères d'exclusion pour son activité commerciale. En outre, les nouvelles directives précisent les aspects d'une conduite d'entreprise responsable, telle que favorisée par la BAS dans ses activités de placement.

Critères d'exclusion stricts pour placements et crédits

Les critères d'exclusion des principes de la politique de placement et de crédit s'appliquent à toute l'activité commerciale de la BAS. C'est là une particularité. Dans les autres banques, les critères d'exclusion ne valent souvent que pour le segment de produits « placements durables ». Ils rejettent le plus souvent les entreprises impliquées dans la fabrication et le négoce d'armes ou de stupéfiants ainsi que dans les jeux d'argent et la pornographie.

Les critères d'exclusion de la BAS sont plus sévères et plus larges, car toutes les entreprises et tous les projets financés par la Banque doivent remplir des exigences sociales et écologiques minimales. Cela écarte, par exemple, les sociétés qui enfreignent le droit du travail ou les lois sur l'environnement, qui exploitent des sources d'énergies fossiles, qui optent pour des projets de construction non durables ou pour la spéculation foncière... La liste n'est pas exhaustive. On peut répartir les critères d'exclusion dans cinq catégories:

- Violations des droits fondamentaux et de la législation; inégalités sociales.
- Atteintes à la santé et à l'intégrité physique.
- Exclusions sur la base du principe de précaution.
- Produits toxiques et émissions avec fort potentiel de nocivité.
- Comportement nuisant à l'environnement et maltraitance d'animaux.

Le fait que la BAS agisse sur la base du principe de précaution est aussi une particularité. Elle exclut ainsi les entreprises dont l'activité commerciale pourrait provoquer des dommages et des nuisances à l'environnement ou à la santé humaine.

APERÇU DES SECTEURS D'ENCOURAGEMENT



L'exclusion survient aussi lorsque, en l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible de déterminer si l'environnement et les êtres humains subiront une atteinte avérée. A titre d'exemple d'une infraction au principe de précaution, on peut citer le génie génétique utilisé dans l'agriculture.

Nouveaux secteurs d'encouragement

Par son activité, la BAS vise à promouvoir des entreprises et projets favorables à la société, à l'environnement ainsi qu'à une qualité de vie durable pour les générations actuelles et futures. Elle a donc défini neuf secteurs d'encouragement, comme elle les appelle (cf. illustration). Le secteur «Santé et bien-être», par exemple, englobe les institutions pour personnes avec handicap, les projets d'habitat collectif ou adapté aux personnes âgées, sans oublier les offres de prise en charge facilitant la conciliation entre vie familiale et professionnelle.

Un secteur d'encouragement tout à fait nouveau est la «Coopération solidaire». L'objectif de la BAS est de contribuer à l'éradication de la pauvreté et des disparités économiques entre le Nord et le Sud. Voilà pourquoi elle favorise des projets permettant de réduire des inégalités de revenu ou la pauvreté dans des pays en développement. Cela inclut en particulier l'octroi de crédits et de capitaux à de petites entrepreneuses et de petits entrepreneurs, ainsi que l'appui à des PME locales. De plus, la BAS soutient des approches novatrices ayant pour but de couvrir des besoins essentiels comme l'alimentation, l'eau, la santé, la formation, l'énergie et les télécommunications.

Critères positifs et négatifs pour l'évaluation d'entreprises

Pour prendre ses décisions de placement, la BAS analyse les entreprises d'après différents critères positifs et négatifs. La Banque évalue positivement celles qui se distinguent par une conduite responsable. Une bonne gouvernance ainsi qu'un engagement écologique et social en font partie. La BAS évalue négativement les entreprises qui adoptent des mesures insuffisantes dans ces trois domaines.

Les critères positifs en matière d'écologie sont, par exemple, la réduction des déchets ou l'exploitation de bâtiments à basse consommation d'énergie. Un critère négatif serait, au contraire, le recours à des combustibles fossiles en grandes quantités. L'examen de tous les facteurs positifs et négatifs aboutit à l'attribution d'une note à l'entreprise.

Le lien ci-dessous vous donnera accès à d'autres informations:

www.bas.ch/principes

TROIS QUESTIONS À DOROTHEA BAUR

L'assemblée générale du 28 avril dernier a mandaté Dorothea Baur comme organe de contrôle d'éthique pour trois ans. Elle a étudié la gestion d'entreprise et les relations internationales, et elle a soutenu, à l'Université de Saint-Gall, une thèse sur les partenariats entre firmes et ONG. Dorothea Baur accompagne des sociétés et des fondations dans des projets relevant de la responsabilité sociétale des entreprises dans les chaînes de valeur et le développement durable. Elle donne ici sa définition de l'éthique et explique comment elle voit son engagement pour la BAS.

Dorothea Baur, comment définissez-vous l'éthique?

Elle est, pour moi, la confrontation systématique avec des questions de valeurs. Elle ne se limite jamais à un état des lieux, mais s'interroge sur les potentiels. Il en résulte un discours auquel devraient prendre part toutes les parties concernées. Seule une présentation convaincante dans cette discussion pourra ensuite légitimer les arguments.

Votre fonction a pour nom «organe de contrôle d'éthique».

Peut-on vraiment contrôler l'éthique? Comment allez-vous procéder à la BAS?

On peut analyser les processus économiques au moyen de listes de contrôle et de chiffres-clés. Pas l'éthique, car elle est bien plus qualitative que quantitative. Elle est un processus ouvert. La BAS observe des principes de base dans ses relations avec les parties prenantes externes et internes. Je commencerai par examiner ces principes d'un œil critique. Sont-ils consistants ou contradictoires? Après cela, j'aimerais déterminer si, dans ses activités, la BAS reste fidèle à ses valeurs et si ces dernières sont compatibles avec les intérêts des parties prenantes de la Banque. Je définirai ces exigences pour chaque sujet, par l'examen de débats publics et avec des entretiens individuels. Mon rapport sera concret et clair. Les gens interrogés doivent se reconnaître et trouver des pistes de réflexion. Le rapport s'adresse à un large public, et pas seulement à la BAS et à son personnel.

Quels sont les défis spécifiques à l'éthique dans les banques?

«L'éthique bancaire» est mise au défi par la complexité de l'activité financière. La crise financière a montré que même les conseillères et conseillers à la clientèle ne comprennent pas toujours le fonctionnement de leurs produits. Dès lors, comment pourrais-je rendre un jugement moral sur ce que personne n'est capable de m'expliquer? Ce problème est moindre à la BAS, grâce à sa focalisation sur le contexte national et sur l'économie réelle. Pour la Banque, il s'agit avant tout de s'assurer en permanence de la compatibilité de ses innovations avec ses valeurs. Je pense par exemple à la numérisation ou aux nouvelles connaissances en matière d'agriculture durable.



Dorothea Baur, nouvellement élue à l'organe de contrôle d'éthique.

RENOUVEAU AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 28 avril dernier, l'assemblée générale de la BAS a élu deux nouveaux membres au conseil d'administration. Qui sont ces personnes et quelles sont leurs motivations?



Braida Gregis et Gerhard Andrey rejoignent le conseil d'administration de la BAS.

Braida Gregis, 35 ans, est collaboratrice scientifique à la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), à Zollikofen (BE). Elle y dirige des projets de recherche appliquée. Ses sujets de prédilection sont la production de lait et de viande, la culture fourragère et le développement durable. Titulaire d'un diplôme fédéral d'agricultrice, elle travaille dans un élevage laitier bio à Unterseen (BE). Grâce à ses engagements dans différentes organisations comme l'Association pour le développement de la culture fourragère (ADCF), elle apporte un vaste réseau au conseil d'administration. «Avec mes connaissances, mon expérience et mes contacts, je peux contribuer à faire progresser la BAS dans le domaine de l'agriculture durable», se réjouit Braida Gregis.

Gerhard Andrey, 41 ans, est menuisier de métier et ingénieur du bois ETS. Après ses études postgrade en informatique, il a suivi des cours de chef de mêlée (scrum master) et formateur en holacratie. En tant que cofondateur et associé de Liip SA, il applique les méthodes de mise en œuvre souple de projets et d'auto-organisation à l'échelle d'une entreprise. Il est vice-président du parti Les Verts Suisse et membre du comité directeur de l'association CH Open (groupe suisse indépendant en faveur des systèmes ouverts). Le Fribourgeois résume ainsi son engagement: «Je souhaite apporter mon expérience d'entrepreneur, en particulier dans les domaines de la numérisation et du développement organisationnel. L'engagement de la BAS est nécessaire d'un point de vue social, et il m'intéresse aussi personnellement au plus haut point.»

La BAS félicite ces deux nouveaux membres et leur souhaite plein succès dans leurs activités au sein du conseil d'administration de la Banque Alternative Suisse.

CARTE MAESTRO: PROTECTION AMÉLIORÉE CONTRE LES DÉCOUVERTS

Par principe, la BAS n'autorise pas de dépassement sur ses comptes, mais elle n'avait jusqu'alors aucune possibilité technique de l'empêcher. Il arrivait donc fréquemment que des clientes et clients se retrouvent par inadvertance avec un solde négatif après des retraits aux automates. La mauvaise surprise venait en fin d'année, quand l'intérêt de 10 pour cent frappait le découvert. La BAS s'est désormais équipée techniquement pour éviter ce désagrément à sa clientèle. Depuis début juin, il n'est plus possible de passer en solde négatif avec la carte Maestro. Grâce à cette nouveauté, les clientes et clients reçoivent en outre leur carte bien plus rapidement.

LE RAPPORT D'ÉTHIQUE EST EN LIGNE

Une fois par an, un organe de contrôle d'éthique externe vérifie que la BAS respecte ses propres principes éthiques dans ses activités et pratiques commerciales. Vous pouvez prendre connaissance de ses conclusions dans le rapport d'éthique actuel, au bout de ce lien:

www.abs.ch/ethikbericht

EN VACANCES? DÉBLOQUEZ VOTRE CARTE MAESTRO!

Pour vous protéger de la fraude, votre carte Maestro n'est utilisable, par défaut, qu'en Suisse et en Europe. Afin de pouvoir vous en servir dans d'autres pays, vous devez la débloquent pendant la durée de votre séjour: dans l'e-banking BAS, sous la rubrique «Cartes». Si vous n'avez pas d'accès à l'e-banking, l'équipe de conseil à la clientèle libérera volontiers la région voulue pour vous. Il vous suffit d'appeler le +41 21 319 91 00.

Autres informations sur www.bas.ch/geoblocage

INFORMATION IMPORTANTE À PROPOS DES ANNEXES À MONETA

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations insérées dans cette publication n'ont pas été examinées par la BAS. Il ne s'agit donc pas de recommandations d'achat de la Banque.

DISCUSSIONS ANIMÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, À AARAU

Le 28 avril dernier a eu lieu la 26^e assemblée générale de la BAS, à la Maison de la culture et des congrès (Kultur&Kongresshaus) d'Aarau. Les 300 actionnaires présent-e-s ont

- approuvé le rapport annuel du conseil d'administration;
- pris connaissance du rapport de l'organe de contrôle d'éthique;
- approuvé les comptes 2016 et le rapport de l'organe de révision;
- décidé d'attribuer, à partir du bénéfice résultant du bilan, 1,6 million de francs à la réserve légale générale, 100 000 francs au Fonds d'innovation, et de reporter à nouveau 936 434 francs;
- décidé de verser pour l'exercice 2016 un dividende aux actionnaires de 1,525 pour cent de la valeur nominale de l'action BAS;
- donné décharge au conseil d'administration;
- élu pour un mandat de trois ans Christina Aus der Au Heymann (sortante), Braid Gregis (nouvelle) et Gerhard Andrey (nouveau) au conseil d'administration;
- élu pour un mandat de trois ans Dorothea Baur à l'organe de contrôle d'éthique.

Vous trouverez les chiffres-clés de l'exercice 2016 dans moneta 1-2017, aux pages consacrées à la BAS.



Photo: Jean-Christophe Dupasquier

COMMENT UTILISER LE «MÖSCHBERG»?



Le «Möschberg» est actuellement exploité sous gérance en tant qu'hôtel pour séminaires. Propriétaire du bâtiment, la BAS lui cherche une nouvelle affectation. Tout est possible, à condition de respecter les principes de base de l'agriculture biologique. Les suggestions sont les bienvenues jusqu'à fin septembre 2017.

Vu son histoire et son enracinement dans l'agriculture biologique, le «Möschberg», à Grosshöchstetten (BE), est un bâtiment un peu spécial. Il a été construit en 1932 dans le style typique des fermes de l'Emmental, puis complètement rénové en 1995/1996 et soigneusement entretenu. La BAS en est devenue propriétaire en 2003. Depuis lors, elle a mis l'hôtel pour séminaire «Möschberg» en gérance. Le bâtiment appartenant à la BAS se trouve sur un terrain de l'association Bioforum Suisse, cédante d'un droit de superficie qui échoira le 30 juin 2094. Ce dernier stipule qu'aucune activité ne doit aller contre les principes de base de l'agriculture biologique.

Le «Möschberg» compte 26 chambres, dont 23 sont dans le bâtiment principal, avec sanitaires dans le couloir, pour un total de 41 lits. L'annexe appelée «Stöckli», construite à neuf en 2015, abrite trois chambres pour deux personnes facilement accessibles et un appartement de trois pièces. La salle à manger et la terrasse peuvent accueillir jusqu'à 50 personnes. Il y a encore trois salles de séminaire d'une surface de 27 à 70 mètres carrés ainsi qu'une cuisine professionnelle bien équipée. Le «Möschberg» et le «Stöckli» sont au cœur d'un beau jardin avec vue panoramique sur les Alpes bernoises.

La BAS souhaite donner une affectation à long terme ainsi qu'une orientation socio-écologique au «Möschberg». L'objectif de l'appel d'offres est de pouvoir choisir parmi une large palette de suggestions pour son exploitation. Particuliers et institutions peuvent soumettre leurs projets. Ceux-ci doivent fournir au minimum des informations sur l'utilisation prévue, les partenaires responsables et la gestion opérationnelle. Une commission du conseil d'administration de la BAS examinera les concepts présentés, en tenant compte de leur orientation socio-écologique et de leur viabilité. Après quoi le conseil d'administration décidera de l'affectation future. La remise des clés du site doit avoir lieu début 2019.

Monika Koscinska (monika.koscinska@abs.ch) vous enverra volontiers une documentation détaillée sur le bien immobilier. Il est possible de visiter les lieux. Pour toute information, veuillez prendre contact avec Dana Zumr, membre du conseil d'administration, dana.zumr@abs.ch ou tél. 041 711 22 15.

Délai de remise des projets: le 30 septembre 2017, par courrier électronique à marketing@abs.ch ou par envoi postal à Banque Alternative Suisse, case postale, 4601 Olten.

LE NORD-OUEST DE LA SUISSE AU LIEU DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Andreas et Rina Ineichen exploitent depuis bientôt trente ans la ferme de Bruderholzhof, au-dessus de Therwil (BL). Leur motivation à favoriser la biodiversité n'a pas faibli. Logique, car le domaine - avec son marché à la ferme - figure à l'inventaire des monuments naturels du canton de Bâle-Campagne.

Texte: Michael Gasser

Photos: Jean-Christophe Dupasquier

Les porcelets sautillent joyeusement sur leur coin de terre. Certains d'entre eux ont même pris un coup de soleil, la veille. Les trente animaux d'engraissement sont arrivés voilà quelques jours à la ferme de Bruderholzhof, dans la région de Bâle. Sans aucune envie de rester sous leur abri ouvert, ils explorent avec curiosité ces nouveaux alentours. Ils peuvent profiter de la vie jusqu'à cet automne. Leur viande bio sera alors vendue ici, à la ferme, en assortiments d'une dizaine de kilos chacun.

Le domaine de Bruderholzhof se consacre à l'agriculture bio depuis 1974. Proche de Bâle-Ville, l'endroit a vu naître l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), qui s'est depuis installé à Frick, en Argovie. Quand le FiBL a déménagé, la propriétaire de l'époque a décidé de sous-traiter l'exploitation du domaine. Cela n'a pas très bien fonctionné. Au bout de dix ans, elle l'a donc proposé à bail à ferme. C'était en 1988. Andreas et Rina Ineichen se trouvaient en Nouvelle-Zélande, en vacances. Ils étaient aussi à la recherche de la ferme de leurs rêves. Rina Ineichen se souvient: «Nous allions émigrer vers le sud du Pacifique, quand mes beaux-parents - eux-mêmes paysans - ont entendu parler de cet affermage de Bruderholzhof.» Le couple est revenu en Suisse pour déposer sa candidature, avec succès.

En plus des porcelets et des veaux, le Bruderholzhof abrite aussi 25 vaches, deux coqs, 90 poules, deux chats et un chien.



Séré au lait cru produit sur place

L'agronome de formation et la maîtresse d'école primaire l'ont emporté sur 59 concurrentes et concurrents. «Quand nous avons repris la ferme, nous avons construit l'étable et cessé de traire nos vaches à longueur d'année. Elles ne donnent par conséquent plus de lait pendant au moins deux mois par an», explique Andreas Ineichen. «C'est mieux pour la santé des animaux, puisque cela correspond à leur rythme biologique original.» Notre couple, uni depuis bientôt quarante ans, précise toutefois ne pas avoir entièrement chamboulé le Bruderholzhof. «Dès le premier jour, nous avons approvisionné notre magasin en libre-service avec des produits de la ferme», ajoute Rina Ineichen. «A l'époque, les magasins bio étaient encore rares à Bâle.» Aujourd'hui, la boutique de la ferme est équipée de comptoirs peints de toutes les couleurs, de réfrigérateurs ainsi que d'un distributeur automatique de lait cru. Sans oublier différentes sortes de farine, le séré au lait cru, le petit-lait, la gelée de coings ainsi que les glaces en été. L'assortiment reste simple, mais très apprécié de la clientèle. A tel point que, depuis avril, le jus de pomme de la dernière récolte est déjà épuisé.

Notre couple n'est pas peu fier de revenir sur ces trois décennies au domaine de Bruderholzhof. Andreas Ineichen: «Tout est venu confirmer qu'il valait la peine de gérer la ferme en bio.» L'estime que le public porte à cette exploitation familiale est tout aussi réjouissante. «Pour beaucoup de gens, le Bruderholzhof est





une oasis», complète Rina Ineichen. C'est parfaitement vrai: quand on vient à pied depuis la localité d'Oberwil, où se trouve la ferme, on passe devant des rangées de maisons de plus en plus clairsemées, pour plonger dans une nature idyllique et emplie du chant des oiseaux. Le chemin menant à Bruderholzhof est bien indiqué, mais il faut veiller à ne pas manquer l'embranchement caché dans un petit coin de forêt.

La biodiversité a un prix

Les Ineichen tiennent beaucoup à favoriser la biodiversité de leurs terres, ne serait-ce que parce que la ferme fait partie des monuments naturels du canton de Bâle-Campagne. Des faucons crécerelles et des hirondelles nichent sur et sous le toit de la famille. «Seule la chouette effraie qui s'était installée ici est partie. Peut-être reviendra-t-elle», espère Andreas Ineichen. Il n'envisage pas la biodiversité comme des charges supplémentaires: «D'autres agriculteurs se limitent à trois à quatre cultures. Nous en avons dix, dont le blé et le seigle, l'épeautre, le soja, les petits pois ou les pommes de terre. Nous veillons bien entendu à la rotation des cultures.» Il y a trente ans, exploiter biologiquement une ferme paraissait encore exotique, sourit notre quasi-sexagénaire. «Cela a changé.» Néanmoins, tous les autres domaines des alentours restent cultivés selon les méthodes conventionnelles.

Outre les Ineichen et un apprenti formé à l'agriculture bio, plusieurs personnes travaillent à temps partiel sur le site de Bruderholzhof, qui s'étend sur quarante hectares de terres agricoles, de pâturages et de forêt. Ce qui est fait ici y est également transformé, des produits laitiers sans exhausteur de goût aux aliments pour les cochons. D'autres animaux vivent à la ferme: deux chats, un chien, 25 vaches à cornes et deux coqs, ainsi qu'une nonantaine de poules des races andalouse, Sussex et italienne. «Ces races anciennes ont été croisées avec des poules pondeuses», précise Rina Ineichen en nourrissant la volaille. «Nos animaux pondent un peu de moins d'œufs que les races traditionnelles, certes, mais cela nous suffit.»



Un rachat pour l'avenir

En 2014, la dame qui possédait le domaine depuis longtemps a décidé de le vendre. «A ce moment, nous étions déjà trop âgés pour souscrire un crédit important», se souviennent Rina et Andreas Ineichen. Il fallait pourtant saisir cette chance de garder l'exploitation dans la famille. Convaincu par la philosophie et la transparence de la Banque Alternative Suisse, le couple a pris contact avec celle-ci. Il en est résulté une collaboration intensive et très positive. «Nous avons pu racheter le Bruderholzhof grâce au crédit accordé par la BAS, à hauteur d'un million de francs environ», dit Andreas Ineichen. «Pour nous, cela a représenté un soutien très important.» La famille a obtenu d'autres fonds auprès de proches et d'une fondation pour la conservation des exploitations paysannes.

Andreas et Rina Ineichen ne nourrissent actuellement pas de grands projets d'évolution pour le Bruderholzhof, où se déroule en outre chaque année un festival de musique baptisé Leimentaler Openair. «Dans six ans, nous serons à la retraite. Notre prochain objectif est donc la succession.» Le plus âgé de leurs fils est criminaliste, leur fille aînée juriste. Les cadets s'intéressent à la ferme, mais sont encore dans l'adolescence. «Nous devons donc nous résoudre à ne pas savoir, pour le moment, qui reprendra le domaine de Bruderholzhof.» Les Ineichen ne semblent pas trop s'inquiéter, car le présent leur apporte déjà du bonheur. «En nous trouvant au bon moment et au bon endroit, nous avons pu mener la vie dont nous rêvions.»

La clientèle apprécie beaucoup l'assortiment du marché à la ferme.

www.bruderholzhof.ch
www.facebook.com/Bruderholzhof

LA PAGINA DELLA BAS

COSA FA DI DIVERSO, LA BAS?

Con la sua attività la BAS vuole contribuire a rendere il mondo migliore. Per riuscirci, deve avvalersi di criteri chiari, secondo i quali individuare i progetti e le aziende meritevoli di promozione. Nei nuovi «principi di politica creditizia e d'investimento» la BAS definisce i settori di promozione e di esclusione, che fungono da base per l'insieme delle attività.

Testo: Sarah Eggo

Nel 2016 il Consiglio di amministrazione della Banca Alternativa Svizzera ha analizzato i «principi di politica creditizia e d'investimento» risalenti al 2009 e, insieme alla Direzione, li ha completamente rielaborati. Oltre agli statuti, al modello aziendale e al regolamento organizzativo e di gestione, le nuove direttive sono alla base di tutte le attività aziendali della BAS.

I «principi di politica creditizia e d'investimento» menzionano norme e principi etici, che regolano nella sostanza le attività della BAS. La BAS fa riferimento agli obiettivi e ai valori formulati nel suo modello aziendale, nonché alle norme vigenti a livello internazionale, ad es. la convenzione dei diritti dell'uomo e gli obiettivi di sviluppo sostenibile delle Nazioni Unite. Su tali basi la BAS formula otto principi operativi, definendo sia i settori di promozione che i criteri di esclusione per l'esercizio della sua attività economica. Le nuove direttive, inoltre, designano gli aspetti legati a una gestione aziendale responsabile, ai quali la BAS si ispira per le sue attività di investimento.

Criteri di esclusione severi per investimenti e concessione di crediti

I criteri di esclusione delle direttive creditizie e d'investimento valgono per tutte le attività della banca, ciò che costituisce una caratteristica distintiva della BAS. Nelle altre banche i criteri di esclusione sono applicati

solo al segmento degli investimenti sostenibili. Vengono spesso escluse le imprese che producono e commercializzano armi e droghe, nonché quelle del settore del gioco d'azzardo e della pornografia.

I criteri di esclusione della BAS sono più severi e completi, poiché ogni azienda, ogni prodotto finanziato dalla BAS deve soddisfare requisiti sociali ed ecologici minimi. Sono escluse, ad es., quelle imprese che violano i diritti ambientali e dei lavoratori, che promuovono i combustibili fossili, che gestiscono progetti edilizi non sostenibili e operazioni speculative sui terreni e quant'altro. È possibile riassumere i criteri di esclusione in cinque ambiti:

- Violazione dei diritti fondamentali e della legge, nonché dell'equità sociale
- Danni alla salute e attacchi all'integrità fisica
- Esclusioni a causa del principio di precauzione
- Emissioni e prodotti tossici con potenziale di danneggiamento elevato
- Comportamento dannoso per l'ambiente e maltrattamento degli animali

Altra caratteristica distintiva della BAS è quella di agire secondo il principio di precauzione, ciò che esclude aziende la cui attività potrebbe causare pericoli e danni per l'ambiente e per la salute umana. Una prassi adottata anche in totale assenza di informazioni sui reali danni per l'ambiente e per l'uomo. Le violazioni contro il principio di precauzione valgono anche, ad es., per la tecnologia genetica applicata all'agricoltura.

I nuovi settori di promozione

Con la sua attività la BAS desidera promuovere aziende e progetti, che favoriscono la società, l'ambiente, una qualità di vita sostenibile per le generazioni attuali e future. A tale scopo ha definito nove cosiddetti settori di promozione. Il settore «Salute e assistenza completa» comprende, ad es., istituzioni per persone diversamente abili,

progetti per formule abitative a carattere comunitario e confacenti all'età, o ancora offerte assistenziali che favoriscono la conciliabilità tra vita familiare e professionale.

Un nuovissimo settore di promozione è lo «sviluppo solidale». L'obiettivo della BAS è quello di contribuire al superamento della povertà e delle disuguaglianze economiche tra Nord e Sud. A tale scopo sostiene progetti mirati alla riduzione della disparità di reddito e della povertà nei paesi in via di sviluppo. Questo contempla in particolare la concessione di crediti e di capitale per la piccola imprenditorialità e la promozione delle PMI locali. La BAS sostiene, inoltre, soluzioni innovative che abbiano come obiettivo l'offerta mirata al soddisfacimento dei bisogni fondamentali dell'uomo: cibo, acqua, salute, formazione, energia, telecomunicazione.

Criteri positivi e negativi per l'analisi dell'azienda

Affinché la BAS possa prendere delle decisioni d'investimento, le aziende vengono analizzate secondo criteri positivi e negativi diversi. La BAS valuta positivamente quelle aziende che si distinguono per una gestione aziendale responsabile, ciò che include una buona corporate governance, nonché un impegno ecologico e sociale. La BAS valuta negativamente quelle imprese, che adottano delle misure insufficienti in questi settori.

Dei criteri positivi per l'ecologia, ad es., sono la riduzione dei rifiuti o gli edifici a basso consumo energetico. Un criterio negativo è invece quello di un'azienda che consuma grandi quantità di combustibili fossili.

Alla fine tutti i fattori positivi e negativi vengono esaminati e l'azienda valutata.

Maggiori informazioni sono reperibili qui:
www.bas.ch/principes

«Quelle Suisse voulons-nous?»

La question de la mobilité se réduit souvent à ses composantes mesurables en minutes et en kilomètres, ce que déplore Vincent Kaufmann, professeur et directeur du Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR) de l'EPFL. Il invite à ralentir et à réfléchir sur ce qui est en jeu lorsque l'on se déplace: le lien social et le développement territorial. Voyage express!

Propos recueillis par Muriel Raemy

moneta: Pourquoi le chercheur que vous êtes est-il insatisfait de l'usage qui est fait de la notion de mobilité dans le grand public?

Vincent Kaufmann: Parce que la question est souvent réduite aux transports, à leurs infrastructures et à leurs politiques. D'autre part, on considère généralement qu'être mobile veut dire franchir de l'espace, ce qui amène à envisager la mobilité comme quelque chose à réaliser: aller plus loin, plus vite.

Que faut-il alors prendre en compte pour comprendre la mobilité?

Le fait que l'individu se déplace pour changer de rôle. Je m'explique: le matin, je suis papa et j'envoie mes enfants à l'école. J'arrive ensuite au laboratoire, dont je suis le directeur et où j'utilise un langage et des compétences différents. Donc, je bouge dans l'espace et je change d'état. Chacun peut faire un constat semblable pour lui-même. Il y a quarante ans, les gens travaillaient près de leur domicile. Or, aujourd'hui, cela ne fonctionne plus: on franchit beaucoup plus d'espace pour travailler et pour, finalement, produire le même changement de rôle.

Les travaux que vous menez montrent que ces personnes «très mobiles» vivent en fait mal cette réalité.

Oui. Jusque dans les années 1980, les gens déménageaient, s'antraient dans une nouvelle ville. Aujourd'hui ils profitent des systèmes de transports pour réduire l'impact d'un changement de vie sur leur famille et leur ré-

seau social. Ils pendulent. Mais les personnes que l'on interroge se plaignent d'être fatiguées, de ne plus avoir de temps pour des activités sportives ou associatives. Donc, les grands déplacements de ces personnes se font au détriment de leur qualité de vie.

Est-ce cela que vous appelez, dans votre dernier livre, les paradoxes de la mobilité?

En effet. Et le paradoxe est double. D'abord, les gens font ces choix de grande mobilité qui les fatigue et les isole. Ils ne croisent plus leurs voisins dans le quotidien. Ensuite, les statistiques montrent que depuis trente ans, les Suisses déménagent moins à l'intérieur du pays. La cohésion nationale profite de la connaissance de la mentalité de l'autre, de ses pratiques culturelles et sociales. La compréhension mutuelle qui venait de ces échanges entre cantons alémaniques et francophones souffre. C'est une conséquence induite et involontaire de cette grande mobilité de «franchissement».

Est-ce que les politiques, aussi bien à l'échelon cantonal que national, se préoccupent de ces aspects sociaux?

Je crois qu'il faut se poser cette question de base: quelle Suisse voulons-nous pour demain, en ce qui concerne le territoire? Nos modèles montrent que dans quinze ans, nos routes seront saturées. Les politiques proposent donc de doubler l'offre, qu'elle soit ferroviaire ou automobile. Résultat: c'est une grande ville nationale que l'on fabrique, une espèce de métropole multipolaire. Est-ce

désirable? Est-ce que la diversité de la Suisse, avec ses systèmes scolaires et de santé décentralisés, ses dialectes, ne va pas, à terme, s'appauvrir? A mon avis, sur ce point, il n'y a pas de vision en Suisse. Il y a même un déficit de projet.

Mais alors, que proposez-vous?

De débattre de cette question fondamentale. Si on veut maintenir cette diversité, il faut casser cette politique qui consiste à créer de la demande de transport par l'accroissement de la vitesse des trains et l'élargissement des routes. Pour changer de politique, je propose un investissement important dans la construction de logements abordables afin de faciliter les déménagements et diminuer la pendularité de grande distance induite par la tension sur le marché de l'immobilier.

Par ailleurs, je pense que la politique d'aménagement du territoire doit utiliser la vitesse pour limiter les inégalités socio-spatiales: investir dans des relations périphériques comme une ligne de chemin de fer rapide La Chaux-de-Fonds – Neuchâtel fait pour moi plus de sens que d'accroître la vitesse sur les tronçons surchargés entre les grands centres urbains, comme entre Lausanne et Genève par exemple. Je propose même de la diminuer en ajoutant des arrêts intermédiaires.



Vincent Kaufmann est professeur de sociologie urbaine et d'analyse des mobilités à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

(EPFL), où il dirige le laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR). Il a publié de nombreux ouvrages, dont *Les paradoxes de la mobilité: bouger, s'enraciner*, réédité en janvier 2017 aux Presses polytechniques et universitaires romandes.